DIAL

L'actualité en bref - février 2004

Nicolas Pinet

lundi 1er mars 2004, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

La réunion de négociation de l'ALCA (Aire de libre commerce des Amériques), en français ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) qui a eu lieu début février à Puebla, une ville du sud du Mexique, s'est achevée sans résultats. Les discussions ont vu apparaître deux groupes opposés. D'un côté, le groupe des 14 (G-14), mené par les États-Unis et composé des pays d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou, et de l'autre, les pays du Mercosur, l'Argentine, le Brésil le Paraguay et l'Uruguay. Les négociateurs états-uniens conditionnent l'ouverture de leur marché aux produits du Mercosur à l'acceptation par ce groupe de pays d'une certaine ouverture en ce qui concerne les services, les achats gouvernementaux, les investissements et la propriété intellectuelle. Mais ils refusent d'inclure les subventions agricoles et les règles antidumping (concurrence déloyale) dans les négociations régionales, acceptant seulement de les négocier dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette restriction est dénoncée par les pays du Mercosur.

Le douzième sommet du Groupe des 15, créé en 1989 pour favoriser la coopération horizontale Sud-Sud, et composé désormais de 19 pays en voie de développement (Algérie, Argentine, Brésil, Colombie, Chili, Égypte, Inde, Indonésie, Iran, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigeria, Pérou, Sri Lanka, Sénégal, Venezuela et Zimbabwe) s'est tenu fin février à Caracas, la capitale du Venezuela. Une manifestation des forces de l'opposition, qui réclament la révocation du président Chávez, chercha à atteindre le lieu de réunion et se heurta à la Garde nationale, donnant lieu à de violents affrontements vendredi 27 février. Les discussions ont porté en priorité sur des projets de coopération énergétique, le Sud détenant une grande partie des ressources dans ce domaine, ce qui peut constituer un argument de poids dans les négociations avec les pays du Nord.

ARGENTINE

Le chancelier (ministre des affaires étrangères) cubain Felipe Pérez Roque était en visite officielle en Argentine, fin février. Le chancelier fut reçu jeudi 26 par le président Néstor Kirchner et son chancelier Rafael Bielsa, qu'il avait déjà rencontré la veille. Ces réunions ont surtout porté sur l'amélioration des échanges commerciaux entre les deux pays. La dette de Cuba avec l'Argentine, l'intégration de l'Amérique latine et les problèmes de droits humains sont d'autres questions qui ont été évoquées. Après une période de tension dans les années 90, les deux pays ont désormais retrouvé de bonnes relations. À la différence du gouvernement uruguayen de Jorge Battle, qui a précisé qu'il condamnerait Cuba lors du vote de la Commission des droits humains de l'ONU, qui commencera sa session annuelle mi-avril à Genève, le gouvernement argentin a fait savoir qu'il ne voterait pas la condamnation. Au-delà des questions de droits humains, le vote au sein de la Commission de l'ONU demeure un indicateur clair des relations entre les pays d'Amérique latine et Cuba d'une part, et avec les États-unis, d'autre part.

BOLIVIE

Vendredi 20 février, le président Carlos Mesa annonçait la promulgation d'une nouvelle Constitution. Celle-ci met fin au monopole des partis, seuls autorisés jusqu'à présent à présenter des candidats et

permettra aux groupes de la société civile et aux peuples originaires de présenter eux aussi des candidats. En décembre auront lieu les élections municipales.

BRÉSIL

Le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva est confronté à une grave crise après la publication d'un reportage révélant l'obtention illégale de financements durant les campagnes électorales de 2002. Waldomiro Diniz, sous-secrétaire aux affaires parlementaires du ministère de Coordination politique, impliqué dans le scandale, a dû remettre sa démission, vendredi 13 février. Ce dernier avait été, lors des négociations avec des parlementaires durant l'année 2002, le conseiller de confiance de José Dirceu, ministre chef de la Maison civile de la Présidence (l'équivalent brésilien du premier ministre), et bras droit de Lula. Le ministre chef de la Maison civile subit lui aussi de fortes pressions, mais le président a décidé de le maintenir à son poste. Le scandale vient entacher la réputation du Parti des travailleurs (PT), qui a toujours revendiqué son intégrité. Il risque aussi d'accentuer la perte de cohésion du parti, les divisions de la majorité, et de renforcer l'opposition croissante à la gestion économique du gouvernement. Le Sénat s'apprête à créer, contre la volonté du PT, une Commission parlementaire d'investigations (CPI) sur les bingos (« casinos » consacrés à un type de loterie), ce qui pourrait contribuer à amplifier le scandale : l'affaire impliquant Waldomiro Diniz serait en effet le premier cas analysé.

CHILI

Le parlement sud-coréen a ratifié, lundi 16 février, le traité de commerce avec le Chili, souscrit par les deux gouvernements le 15 février 2003. Le parlement chilien avait fait de même en janvier. Le traité entrera en vigueur le premier avril, et prévoit une ouverture progressive des marchés d'ici à 5 ans. C'est le premier accord entre un pays latino-américain et un pays asiatique. Le gouvernement chilien projette d'étendre cette ouverture vers l'Asie en négociant avec d'autres pays d'Extrême Orient.

COLOMBIE

Le président colombien, Alvaro Uribe, était en visite officielle dans l'Union européenne à la mi-février. Divers groupes de la société civile, des syndicats notamment – dénonçant le fait que durant la seule année 2003, 72 activistes syndicaux colombiens ont été assassinés, sans que les coupables n'aient été jugés –, ainsi que plusieurs dizaines de parlementaires européens ont exprimé leurs critiques et leur préoccupation concernant la situation des droits humains en Colombie. Il a cependant obtenu le soutien des hauts fonctionnaires européens.

CUBA

Une nouvelle proposition de changements économiques et politiques s'est ajoutée, début février, au programme pour la transition lancé il y a deux mois par le dissident Oswaldo Payá, du Mouvement chrétien Libération. Le document de 13 pages, intitulé Programme pour commencer à résoudre les graves problèmes de la société cubaine a été rendu public par l'organisation Todos Unidos (Tous unis) et son porte-parole, Vladimiro Roca. Le programme est issu d'un processus de consultation populaire, réalisé entre décembre 2002 et août 2003 par les groupes de Todos Unidos. Les propositions avancées s'appuient sur la constitution et vont de l'augmentation progressive des salaires, des retraites et des pensions à l'abolition de la peine de mort et à la libération de tous les prisonniers politiques.

HAÏTI

Dimanche 29 février, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide démissionnait et quittait son pays vers l'Afrique, après plusieurs semaines d'affrontements ayant provoqué plus de 80 morts et devant l'avancée des rebelles cherchant à prendre le pouvoir. Le Front révolutionnaire de libération nationale a continué

son avancée atteignant Puerto Principe lundi 1er mars. Les rebelles sont d'anciens membres de l'armée qui avait réalisé en 1991 un coup d'État sanglant contre Aristide. La Communauté du Caraïbe (Caricom) s'est réuni mardi 2 mars lors d'un sommet d'urgence pour analyser la situation.

MEXIQUE

Miguel Nazar, ancien directeur de la Direction fédérale de sécurité – aujourd'hui disparue – durant les années 70 et 80, a été arrêté mercredi 18 février et emprisonné. C'est le premier directeur de la sécurité de l'histoire mexicaine à être détenu pour sa responsabilité présumée dans la répression illégale exercée contre les opposants – la « guerre sale » des années 70 et 80 avait fait disparaître 532 opposants.

Marta Sahagún, la femme très populaire du président actuel Vicente Fox, déploie une intense activité dans tout le pays, avec à long terme un projet de candidature présidentielle en 2006. Les parlementaires s'inquiètent du manque d'équité que représenterait une candidature de l'actuelle femme du président : par sa situation, celle-ci dispose d'une visibilité difficilement égalable.

NICARAGUA

Les ethnies indigènes dont les territoires sont concernés voient avec préoccupation l'avancée des négociations entre le gouvernement et quatre compagnies pétrolières états-uniennes sur la concession pour 5 ans de 25 000 kilomètres carrés de terre et de mer. Actuellement, seuls le Guatemala et Panama exploitent des gisements de pétrole et de gaz naturel en Amérique centrale. L'ouverture du pays à des compagnies pétrolières fut interrompue en 1979 après la révolution sandiniste. Elle a repris en juillet 2002 sous l'impulsion du président Enrique Bolaños. Les communautés indigènes craignent de se voir restreindre l'accès à leurs zones de pêche traditionnelles et doutent que le gouvernement ait les moyens nécessaires pour contrôler les compagnies pétrolières et les obliger à préserver l'environnement.

PÉROU

Le président péruvien Alejandro Toledo s'efforce de lutter contre les menaces que représentent pour la suite de son mandat les scandales de corruption et le mécontentement populaire croissant. À la mi-février, après que Fernando Olivera, le leader du Front indépendant moralisateur (FIM), qui participe de la coalition gouvernementale, a dû reconnaître devant une commission parlementaire qu'il a été en contact avec le réseau de corruption de Vladimiro Montesinos, l'ancien conseiller d'Alberto Fujimori (1990-2000), le président a décidé de former un nouveau gouvernement d'union, sans le FIM. Mais les principaux partis d'opposition, le Parti apriste péruvien et Action populaire ont refusé de participer au gouvernement et réclament des élections anticipées.

VENEZUELA

Depuis le 27 février, des barricades ont été élevées dans une douzaine de quartiers de classe moyenne de Caracas ainsi que dans certaines villes de province, et les opposants au président Chávez s'affrontent avec violence aux forces de l'ordre déployées par le gouvernement. Les manifestants protestent contre la décision du Conseil national électoral (CNE) : par trois voix contre deux, ce dernier a choisi, mercredi 25 février, de placer en observation plusieurs centaines de milliers de signatures présentées en décembre par l'opposition pour demander un référendum sur le mandat présidentiel. Le CNE exprime des doutes quant à l'authenticité de ces signatures et donnera aux électeurs la possibilité de confirmer durant le mois de mars s'ils ont signé ou non. Une marche « de défense des signatures » a réuni des milliers d'opposants vendredi 27 février à Caracas, certains d'entre eux cherchant à pénétrer le périmètre de sécurité autour de la Conférence du Groupe des 15, s'affrontant à la Garde nationale. Dimanche 29, le président Chávez a réuni sur l'autoroute principale de Caracas quelque 150 000 partisans, venus des différentes régions du pays et affirmé son intention d'utiliser la fermeté. Le CNE cherche une issue à la crise, sur la base des propositions présentées par l'Organisation des États américains (OEA) et le Centre Carter.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – L’actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.